

«La France n'est pas prête au climat d'aujourd'hui et encore moins à celui de demain» : l'alerte de 26 scientifiques

Le Figaro, 29 Juin 2026

Nous, scientifiques du climat, sommes profondément sensibles à l'ensemble des souffrances engendrées par la canicule de juin 2026, exceptionnelle, mais attendue. Même sans en connaître la semaine exacte, nous savions et avons largement communiqué qu'une canicule de cette ampleur adviendrait, si ce n'était cet été, alors le prochain, ou le suivant.

Le 25 juin 2026, Emmanuel Macron a affirmé que *“nous nous sommes adaptés au réchauffement climatique, mais on ne s'adapte pas à un pic qui n'a pas d'équivalent aujourd'hui en Europe et qui n'a jamais eu d'équivalent dans notre histoire”*. Cette phrase suggère qu'on ne peut s'adapter qu'à des événements que nous avons déjà vécus. Or le changement climatique nous emmène précisément vers des événements extrêmes inédits. Alors que nous alertons sur ces risques depuis plus de 30 ans, cette canicule prouve que la France n'est pas prête au climat d'aujourd'hui, et encore moins à celui de demain. Les politiques publiques s'appuient encore sur les records du passé, alors qu'elles auraient dû anticiper les records à venir.

Dès 1995, le second rapport du GIEC soulignait déjà qu'un réchauffement généralisé, dû à l'accumulation de gaz à effet de serre résultant des activités humaines, entraînerait une augmentation de l'occurrence de jours extrêmement chauds. Si la canicule de juin 2026 a établi de nouveaux records absolus de température en France, ces records étaient prévisibles, et il est certain qu'ils seront de nouveau battus dans les années à venir. Dans un climat qui se réchauffe rapidement, l'inédit devient commun, si bien que s'adapter à des événements déjà vécus “dans notre histoire” est une erreur fondamentale. Le climat de nos parents et de nos grands-parents n'existe plus et ne reviendra pas à l'échelle de la vie des lecteurs de ce texte, ni de leurs enfants.

Les mots d'Emmanuel Macron nous interpellent d'autant plus que nous sommes engagés, avec des opérateurs de l'État comme Météo France, l'Ademe, ou Santé publique France, dans un travail de co-construction de connaissances, en appui aux décideurs publics. Les climatologues français les ont toujours aidés dans l'élaboration des stratégies d'adaptation, par exemple en élayant les Plans Nationaux d'Adaptation au Changement Climatique et les rapports du Haut Conseil pour le Climat, ou en produisant des travaux autour de Paris à 50°C.

La rénovation des bâtiments publics, la mise en place d'îlots de fraîcheur accessibles à tous, la végétalisation, le déploiement d'ombrières, la climatisation dans les établissements hospitaliers, une organisation des examens moins centralisée, une adaptation du planning des chantiers, sont autant d'exemples de politiques qui auraient pu être mises en place dès le début du premier mandat d'Emmanuel Macron. Alors qu'il est établi que chaque milliard d'euros investi dans l'adaptation en économise plusieurs, force est de constater que les politiques actuelles ne sont pas à la hauteur. Par exemple, la RE2020 (réglementation thermique des bâtiments neufs, datant de 2022) base le confort d'été sur la canicule de 2003

alors que la canicule actuelle la surpasse déjà en sévérité et précocité. Autrement dit, le climat évolue actuellement plus vite que les réglementations, par manque d'anticipation.

Il est important de rappeler les multiples vulnérabilités et inégalités devant être prises en compte dans les plans d'adaptation. À l'échelle du logement, il peut y avoir des différences de plus de 10 degrés selon l'isolation ou la présence de volets. En France hexagonale, les quartiers favorisés jouissent de plus de 30 m² de parcs et jardins publics par habitant, pour moins de 5 m² pour les zones défavorisées. Les inégalités socio-économiques déterminent aussi la capacité des personnes à s'adapter, par exemple en s'équipant de climatisation, ou en se mettant "au vert", pendant la vague de chaleur. Les femmes enceintes, les jeunes enfants, les personnes âgées, les malades chroniques et les personnes travaillant en extérieur risquent plus de souffrir gravement des fortes chaleurs. La surcharge des centres de santé et les défaillances des transports publics laissent les populations les plus vulnérables sans accès aux soins, ni possibilité d'échapper aux pièges de logements et quartiers étouffants. Ces dimensions socio-économiques soulignent le caractère profondément politique des réponses structurantes à mettre en œuvre pour limiter les impacts des canicules.

Enfin, nous rappelons que chaque dixième de réchauffement planétaire supplémentaire continuera à doper les vagues de chaleur, rendant l'adaptation plus difficile et plus coûteuse. L'adaptation seule ne suffira pas et elle doit être combinée à la poursuite de politiques de fortes réductions des émissions de gaz à effet de serre, jusqu'à la neutralité carbone. Ne pas limiter le réchauffement serait s'exposer à des risques intolérables, extrêmement difficiles à gérer, qui touchent à l'activité économique, à la dignité humaine, à l'habitabilité de certains territoires, à la capacité à préserver les écosystèmes dont dépendent notre sécurité sanitaire, alimentaire, économique et sociale. L'atténuation et l'adaptation ne peuvent être pensées qu'en synergie.

Cette canicule révèle les dénis de responsabilité quant à l'ampleur et au coût des efforts à accomplir pour se préparer au climat actuel et à venir. À l'approche de l'élection présidentielle de 2027, elle est un rappel que l'adaptation et l'atténuation du changement climatique sont des sujets politiques. Il est de notre devoir collectif de lui donner une place importante dans le débat public, pour pouvoir choisir démocratiquement les stratégies d'adaptation et d'atténuation dans le cadre d'un véritable projet de société.

Signataires:

Aglaé Jézéquel, climatologue, ENPC, LMD-IPSL

Pierre Friedlingstein, climatologue, LMD-IPSL

Mathieu Vrac, climatologue, CNRS, LSCE-IPSL

Stella Bourdin, climatologue, LMD-IPSL

Fabio D'Andrea, climatologue, LMD-IPSL, Ecole Normale Supérieure

Freddy Bouchet, climatologue, LMD-IPSL

Philippe Drobinski, climatologue, CNRS, LMD-IPSL & E4C

Valérie Masson-Delmotte, climatologue, LSCE-IPSL, Centre Climat Société

Robin Noyelle, climatologue, ETH Zurich

Samuel Rufat, géographe, CREST IPP

Pascal Yiou, climatologue, LSCE-IPSL

Françoise Vimeux, climatologue, IRD, LSCE-IPSL & HSM.

Christophe Cassou, climatologue, CNRS, LMD-IPSL

Julien Cattiaux, climatologue, CNRS, CNRM

Kévin Jean, épidémiologiste, ENS-PSL

Yoann Robin, climatologue, LSCE-IPSL

Davide Faranda, climatologue, CNRS-IPSL

Céline Guivarch, économiste du changement climatique, CIRED, ENPC-IPP

Agnès Ducharne, hydro-climatologue, CNRS, METIS-IPSL

Aurélien Ribes, climatologue, CNRM

Margot Bador, climatologue, CNRS, CECI

Rym Msadek, climatologue, CNRS, CECI

Rémy Bonnet, climatologue, CERFACS, CECI

Maxime Perini, chercheur, CERFACS, CECI

Ariane Koch-Larrouy, océanographe, IRS, CECI

Wolfgang Cramer, écologue/géographe, CNRS, IMBE